élément important du Sénat ait été omis dans la formation du cabinet fédéral. (*Ecoutez ! Ecoutez !*) Je me rends exactement compte des difficultés inhérentes à la composition d'un ministère. Dans la situation que nous occupons, au milieu de tant de provinces qui composent la Confédération et de tant de nationalités en état de rivalité, il est difficile que la distribution des portefeuilles se fasse d'une manière absolument équitable. J'admets volontiers que le gouvernement, quel que soit son désir de rendre justice à tout le monde, soit dans l'impossibilité de former une administration qui satisfasse toutes les exigences. En ce qui concerne le personnel du cabinet, et particulièrement les ministres bas-canadiens, je reconnais qu'on n'aurait pu mieux choisir, et j'ai pleine confiance dans les capacités de ces honorables messieurs. Toutefois il me paraît regrettable que le gouvernement n'ait pu faire en sorte de donner aux sénateurs français quelque représentant de leur nationalité dans l'administration, (*Ecoutez, ! Ecoutez !*) et j'ajoute qu'à mon avis les intérêts du Sénat en général et le principe qu'il représente ont été jusqu'à un certain point méconnus dans cette affaire. Il eût été facile de trouver dans cette chambre un digne représentant des canadiens-français, je dirai plus, n'était-ce pas là une nécessité constitutionnelle ? Le gouvernement est obligé d'avoir au milieu de nous quelqu'un en position de fournir les explications nécessaires sur ses actes politiques. Je reconnais toute la compétence que possède à cet égard l'honorable leader ministériel dans cette chambre. Encore qu'il sache bien le français et le parle avec facilité, jamais nous n'avons encore eu le plaisir de l'entendre s'exprimer dans cette langue au cours de nos délibérations ; or, il y a là quelque chose d'insuffisant au point de vue constitutionnel. Il importe en effet que les canadiens-français aient ici un représentant de leur race. Si nous n'avons pas le droit d'avoir un tel représentant, la politique ministérielle ne peut plus se discuter à fond dans la langue française, et il en résulte que cette langue n'est pas sur le même pied dans le Sénat que la langue anglaise. Je vois là une violation de l'esprit de la constitution. La question que je touche ici est extrêmement délicate, et j'admire le courage avec lequel mon honorable ami M. Bellerose aborde des questions de ce genre toutes les fois qu'il croit de son devoir de le faire—Il ressemble aux fiers guerriers du moyen âge, à ces hommes inaccessibles à la crainte et qui se précipitaient tête baissée dans la mêlée, sans songer aux nombreux périls qui les menaçaient. (*Ecoutez, ! écoutez !*)

Ayant par la constitution le droit de délibérer en français dans le Sénat, je dis que nous avons également droit d'exiger du ministère que certains de ses membres soient en état de répondre aux questions que nous pouvons leur adresser et de s'exprimer dans les débats également bien dans l'une et dans l'autre langue. (*Ecoutez ! écoutez !*) Tout en réclamant un pareil droit, nous n'en